



# Le p'tit MOT-DIT!

Journal de l'Association pour la défense des droits sociaux de Gatineau

AVRIL 2013

## MAUDITS PARTIS DE Q!

*Une explication rapide du slogan "Parti québécois, parti bourgeois!"*



### Résumé du journal

Maltais, t'es "cheap" en crisse!.....	2
Immigration et pauvreté.....	3
À coup de matraque.....	4
L'itinérance au féminin.....	5
L'identité sous la peau.....	6
Les ROUGES!.....	6
Le fascisme à la sauce grecque.....	7
Calendrier de l'ADDS.....	8

Maudit qu'on avait hâte de se débarrasser du Parti libéral au pouvoir l'an passé. Ça faisait presque dix ans que le gouvernement Charest matraquait nos droits, détruisait le bien commun, faisait reculer nos acquis sociaux en santé et en éducation. Ça faisait tellement longtemps qu'il était là, qu'arrivé le temps des élections de septembre 2012, on avait déjà oublié ce qui le précédait : le PQ et son sacro-saint "déficit zéro" qui menait les mêmes politiques d'austérité.

On s'en est rappelé vite fait par contre! En quelques jours, le gouvernement péquiste de Mme Marois a repris où le gouvernement de Charest avait laissé l'agenda (caché - mais si mal caché!) de l'élite économique. Tout d'un coup et comme plusieurs l'avaient prévu, on apprend qu'on s'est fait mentir en pleine face pendant la période électorale : finalement, on reculera peut-être pas au complet sur la hausse de frais de scolarité, la taxe santé et l'augmentation des tarifs d'Hydro, pis on va aussi couper dans l'aide sociale, même si on disait être contre quand les libéraux avaient

essayé de faire la même chose il y a quelques années. On va couper un peu dans le budget des garderies pis on ne demandera pas trop de redevances aux richissimes compagnies minières.

Et puis, la cerise sur le sundae, le nouveau gouvernement appuie sans réserve les règlements municipaux visant à réprimer la liberté d'expression et les manifestations, qu'il dénonçait pourtant il y a quelques mois. Gageons que nous ne reverrons pas Mme Marois dans une manifestation, casserole à la main... Plus ça change, plus c'est pareil! En cinq semaines, le gouvernement péquiste a permis plus de 1000 arrestations, en rappelant maintenant que la loi, elle doit être respectée à la lettre! Même Jean Charest n'aurait pas fait mieux!

Maudits partis de cul! Peu importe la couleur, ils se ressemblent tous au final. En effet, même si le PQ pouvait se dire social-démocrate en 1968 et que plusieurs y croient encore, jamais un parti n'aura autant

attaqué les différents acquis de la Révolution tranquille! La seule différence, c'est que le PQ préfère éviter les remous en menant des consultations bidon aux conclusions déjà écrites à l'avance afin de faire à croire que ses décisions politiques et économiques austères sont issues d'un consensus social... comme le disait Michel Chartrand : « Vaut mieux craindre le bruit des pantoufles que celui des bottes. ».

Il faudrait peut-être réfléchir sérieusement sur notre soi-disant démocratie. Est-ce ça la démocratie, choisir entre la couleur de l'emballage une fois tous les quatre ans et que peu importe qu'il se présente comme de gauche, social-démocrate, de droite ou libéral, nous font subir les mêmes programmes politiques? Au-delà des partis, il faudrait aussi se questionner collectivement sur la représentation politique et les structures de concentration du pouvoir qui les sous-tendent...et qui nous dirigent à coups de projets de loi ou de matraques.

# MALTAIS, T'ES "CHEAP" EN CRISE!

À la fin du mois de février, la coupure des prestations supplémentaires pour contrainte temporaire à l'emploi pour trois « catégories » de prestataires de l'aide sociale a été annoncée par le gouvernement péquiste et devrait entrer en vigueur le 1er juin. Cette prestation s'adressant en grande partie aux personnes âgées de plus de 55 ans, aux couples avec enfant de moins de 5 ans ainsi qu'aux personnes en processus de désintoxication, représente un montant de 129\$ qui vient s'ajouter au chèque d'assistance sociale qui lui est de 604\$ par mois, soit environ 7200\$ par année (8 800\$ pour les personnes ayant accès au supplément de 129\$). En s'attaquant aux personnes assistées sociales avec une telle violence économique, le gouvernement péquiste vient encore une fois (parmi toutes les réformes d'aide sociale initiées par le PQ) violer le droit des personnes à un revenu suffisant tel qu'adressé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) que le Canada et le Québec ont ratifiés en 1976. Cette coupure s'inscrit dans l'agenda néolibéral des partis politiques au pouvoir, au Québec, comme au Canada. Le PQ, malgré ce qu'il veut nous faire croire par sa propagande et son «casserolage» lorsqu'il est dans l'opposition, n'en fait pas exception! En d'autres mots, tout comme les gouvernements précédents, la solution est toujours la même, c'est-à-dire qu'on pille dans les poches des personnes vivant déjà la pauvreté plutôt que d'imposer les plus riches et les entreprises privées, qui de leur côté, n'ont pas à payer «leur juste part».

Il est plus qu'ironique de voir la ministre Agnès Maltais, responsable de l'aide sociale, défendre sa belle coupure alors qu'en 2004, elle adoptait la position complètement opposée face à une réforme de l'aide sociale annoncée par le PLQ. Notamment, elle affirmait qu'elle se «battr[a] sur toutes les tables, sur tous les plans, sur tous les terrains pour que le ministre retire ce projet de loi». On dirait bien que Maltais a changé son fusil d'épaule, alors qu'en 2013, elle annonce une nouvelle réforme assez vicieuse pour les personnes qui ont des contraintes

rendant encore plus difficiles le fait de trouver un emploi convenable et bien payé. Pour continuer dans l'ironie, alors que les libéraux s'attaquaient à une « catégorie » de personnes recevant la prestation supplémentaire, les péquistes s'attaquent maintenant à trois « catégories » de personnes ! D'ailleurs, s'il y a un vrai problème à l'aide sociale actuellement, c'est bien cette catégorisation qu'on fait des prestataires, les « bonnes et bons » d'un côté, les « pas fines et les pas fins » de l'autre. L'aide sociale ne devrait pas être vue comme de la charité, mais bien comme cela devrait l'être, comme un droit humain. Ne pas laisser mourir quelqu'un de faim, c'est un peu la base sur laquelle devrait être fondé notre société, mais ça, la classe politique n'en a que peu faire.

*"604\$ + 129\$,  
c'est insuffisant,  
tu peux pas vivre  
là-dessus."  
Agnès Maltais*



Pour le gouvernement péquiste, le travail est la porte de sortie par excellence de la pauvreté. En effet, comme le plan gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale l'affirme : «L'emploi constitue l'un des meilleurs moyens pour permettre aux personnes de sortir de la pauvreté de façon durable et d'améliorer leurs conditions de vie.» Alors pour «inciter» les gens à se trouver du travail, la meilleure solution que le PQ a trouvée est de couper leur chèque! Affamer le monde pour les forcer à travailler dans des conditions souvent précaires, c'est l'une des pires formes du salariat qu'il est possible d'imaginer...c'est pas mal l'étape avant l'esclavage pur.

Maltais l'a dit, la prestation de base de 604\$ accompagné du supplément de 129\$, est nettement insuffisante pour assurer un niveau de vie décent... « tu

peux pas vivre là-dessus ! » comme disait la madame en parlant du fait qu'elle couperait le 129\$ pour plusieurs personnes. Nous savons déjà qu'un travail au salaire minimum ne nous permet pas de vivre dans des conditions décentes. Imaginez avec trois fois moins ! C'est pourquoi l'ADDS exige que le gouvernement retire immédiatement l'ensemble de sa réforme au Règlement sur l'aide sociale, en plus d'abolir les catégories de prestataires d'aide sociale en fonction de leur capacité ou non à travailler. Parce que chaque personne a droit à un revenu décent et à une amélioration constante de ses conditions de vie selon le PIDESC, l'ADDS revendique la fin de l'assistance sociale (de la charité), pour être remplacé par un

régime qui assure un revenu décent pour tout le monde, donc le respect intégral du droit à un revenu décent ! Comment le PQ peut penser qu'une personne peut avoir les conditions favorables pour se sortir de la pauvreté, quand elle est en état de survie quotidienne? De plus, s'il faut le rappeler et contrairement au PQ qui veut faire des prestataires d'aide sociale du « cheap labor », c'est un droit humain fondamental que de pouvoir choisir librement notre travail ainsi que nos conditions de travail, sans pression induite de la part du gouvernement pour favoriser le patronat! Brimer les droits des personnes comme incitatif à l'emploi est une aberration capitaliste, mais que le PQ semble s'être amusé à faire à chacun de leur mandat électoral.

*Lovanie Anne Côté et David Clément*

# IMMIGRATION ET PAUVRETÉ

Immigration et pauvreté riment souvent malheureusement ensemble. Le texte qui suit propose des pistes afin d'essayer de comprendre pourquoi sans prétendre traiter de tous les aspects de la question ni de parler au nom des personnes directement touchées.

Pour les personnes qui ont immigré au pays, comme pour celles qui y sont nées, la pauvreté peut prendre racine dans les inégalités économiques conjuguées aux diverses formes de discrimination présentes dans la société, dont le racisme et le sexisme ainsi que la lesbo/homophobie. Cependant, la pauvreté se vit de façon particulière pour les immigrants et les immigrantes ayant un « statut d'immigration précaire », c'est-à-dire qui ne détiennent pas de droit de résidence permanente. Ce problème n'est pas sans lien étroit avec la politique d'immigration fédérale axée sur les besoins de l'économie capitaliste plutôt que sur le respect des droits humains. Pour ces personnes, les droits sociaux et économiques de base prévus dans les lois ne s'appliquent pas complètement. Les effets d'une telle situation sont multipliés pour les femmes immigrantes seules avec enfants. Voilà pourquoi de plus en plus d'organismes pensent que la lutte à la pauvreté et à l'injustice sociale passe aussi par l'accès de toutes et tous aux droits sociaux et économiques sans égard au statut d'immigration.

Il est important de connaître les différences de situation entre les diverses catégories de personnes à statut d'immigration précaire pour comprendre la dynamique de leur appauvrissement. À notre connaissance, ces catégories sont au nombre de quatre :

- les demandeurs et demandeuses d'asile politique (aussi appelés aspirant-es réfugié-es);
- les personnes temporairement protégées par un moratoire sur les déportations dans leur pays d'origine (à cause de la guerre ou d'une situation critique au plan humanitaire);
- les travailleuses et travailleurs migrants temporaires;
- les personnes dites « sans papier » (sans aucun droit de séjour).

Nous ne pouvons traiter en profondeur de la situation de chacune de ces catégories; nous nous en tiendrons donc à quelques mots pour chaque catégorie.



## Situation des personnes à statut d'immigration précaire

Les aspirant-es réfugié-es sont souvent fragilisés par la situation d'oppression vécue dans leur pays d'origine et par l'anxiété liée à la crainte de se voir refuser l'asile par le Canada, ce qui accroît les difficultés liées à l'emploi. De plus, leur accès aux services de santé est encore plus fragilisé depuis les coupures récentes au Programme fédéral de santé intérimaire. Celles-ci affectent aussi les personnes qui se sont vues reconnaître le statut de réfugié ainsi que celles temporairement protégées par un moratoire sur les déportations. Ces personnes proviennent des pays suivants en vertu de la liste des pays pour lesquels un moratoire est actuellement en vigueur : Afghanistan, République démocratique du Congo, Haïti, Irak, Zimbabwe. Elles sont souvent fragilisées par leur vécu dans le pays d'origine, mais aussi parce qu'elles vivent ici au quotidien dans l'anxiété constante, ne sachant pas quand le gouvernement canadien pourrait décider de lever le moratoire et de les renvoyer. Il est difficile pour elles de trouver un emploi décent car les employeurs savent qu'elles ne détiennent qu'un statut temporaire en voyant le « 9 » au début de leur numéro d'assurance-sociale sans compter qu'elles doivent payer pour obtenir un permis de travail et subir parfois des délais administratifs.

Pour leur part, les travailleurs et travailleuses migrant-es temporaires – nous traitons ici de ceux identifiés comme les « non-spécialisés » employés dans le travail agricole, l'assistance à domicile, mais aussi une série d'autres secteurs tels la foresterie et l'industrie agro-alimentaire au Québec -- se retrouvent d'office dans

des emplois faiblement rémunérés que les non-immigrants-es ne veulent pas occuper. Leur permis de travail est lié à un employeur particulier ce qui entraîne leur totale dépendance financière à son égard. Se plaindre des conditions de travail souvent difficiles ou de droits du travail bafoués peut signifier perte d'emploi et renvoi immédiat dans leur pays d'origine ou non réembauche l'année suivante.

Enfin, les personnes dites « sans papier », c'est-à-dire celles ayant perdu leur droit de séjour au Canada mais qui décident d'y rester et de vivre dans la clandestinité parce qu'elles jugent que ce serait pire de retourner dans leur pays d'origine, vivent non seulement la pauvreté, mais une angoisse perpétuelle intenable. La crainte d'être dénoncé ou de subir un contrôle policier est permanente. Comme l'aide sociale est inaccessible, il faut trouver du boulot dans un « sous-marché du travail au noir » où les abus des employeurs sont favorisés par l'extrême vulnérabilité de ces personnes. Se trouver un logement, se chauffer, se déplacer... constituent des casse-tête incroyables pour les sans papiers.

Les situations sont beaucoup plus complexes que ce que nous venons de décrire. Les personnes affectées ne sont cependant pas sans capacité de résistance et de solidarité, au contraire. Plusieurs actions collectives et mouvements « auto-déterminés » par des immigrant-es à statut précaire ont exprimé cette capacité dans un passé récent. Pensons entre autres aux luttes des « sans statut » d'origine algérienne après la levée du moratoire et à celles des aspirant-es réfugié-es d'origine palestinienne et pakistanaise au Québec au début des années 2000. Lutter contre les racines de la pauvreté implique certainement de prendre en compte les injustices découlant des politiques d'immigration et de la négation du caractère universel des droits sociaux-économiques. Cela exige aussi d'assurer la représentation collective des personnes directement touchées dans les décisions orientant les luttes.

*Louise Boivin*

# À COUP DE MATRAQUE

En date du 18 avril 2012, en Outaouais, des étudiant-e-s se sont rassemblé-e-s sur la Promenade du Lac des Fées afin de manifester leur désaccord face à la hausse des frais de scolarité que le gouvernement libéral tentait d'imposer. Les manifestant-e-s furent interpellé-e-s par la police municipale et 150 étaient arrêté-e-s en vertu de l'article 500.1 du Code de la sécurité routière, interdisant à un groupe de bloquer la voie publique de façon concertée. C'est donc dans notre région que s'enregistrait une première vague d'arrestations massives dont le mouvement étudiant 2012 a été marqué. Aujourd'hui, le nombre s'élève à plus de 4500 arrestations, ce qui est beaucoup plus élevé que les dernières crises sociales que notre province a connues! Pourtant, le Québec n'était pas en état de siège face aux manifestations étudiantes. Mais à en croire les porte-parole des différents corps policiers, il semblerait que oui. En fait, le droit de manifester lui-même est carrément remis en cause par différents acteurs du domaine public, dont le SPVG... Mentionnons le tristement célèbre Claude Poirier qui martèle que les policiers et que les «bons citoyens» sont complètement «écœurés et tannés» des manifestations et que la police doit intervenir afin que le «calme» revienne. Les forces de l'ordre ont entendu ce cri du cœur du vaillant Poirier et, lors de la manifestation du 15 mars 2013 à Montréal, ils ont donc procédé à d'odieuses et nombreuses arrestations.



Cette manifestation avait débuté depuis quelques secondes seulement que, déjà, les souricières étaient en cours. Ironiquement, la manifestation avait pour but de dénoncer la brutalité policière. Un récent documentaire, «Droit de Cité - Où s'en va le droit de manifester?» (Un film de Patrick Landry), fait d'ailleurs l'historique du droit de manifester et peint le portrait d'un fondement démocratique dangereusement mis à mal. Conjointement à un autre documentaire – Dérives - qui, lui, dépeint les actions policières, notamment la répression des manifestations, dans lequel on remarque que les institutions publiques québécoises accusent une tendance de plus en plus répressive. Cela est d'ailleurs représentatif d'une province qui a fortement réprimé les manifestations et les différentes grèves par le passé, comme lors des grèves infirmières et du Sommet des Amériques.

Le mouvement étudiant a été victime d'une vision péjorative de la part des médias publics, alimentée par le gouvernement lui-même. En 2012, le Parti Libéral de Jean Charest a décidé de décrire la lutte étudiante comme un simple regroupement d'étudiant-e-s « pas contents », soit par électoralisme ou idéologiquement. Pour le gouvernement, pas question de se « laisser diriger par la rue ». Plutôt qu'entamer une table ronde avec les différents groupes étudiants (comme l'ASSÉ) il a préféré laisser la police réprimer une lutte populaire pendant 8 mois. En plus, il en rajoute et établit une loi spéciale, celle-ci restreignant la liberté de manifester et d'expression dans notre Canada «constitutionnel». En plus des arrestations de masses, les manifestant-e-s ont malgré eux des séquelles psychologiques et/ou physiques. On connaît l'épisode de Francis Grenier qui, malheureusement, est devenu le premier blessé de la lutte, ayant perdu un œil du à l'explosion d'une grenade assourdissante. Certes le premier exemple, mais pas le dernier, nous avons vu depuis ce temps se répéter des scènes de répression, de bombes assourdissantes, de coups de matraques et de poivres de la part de nos «agents de la paix». Tout ça parce que les manifestant-e-s démontraient une réplique aux mauvaises décisions du gouvernement. Évidemment, nos

politiciens aimeraient mieux un peuple calme, gentil, qui ferme sa gueule...

Lors des élections du 4 septembre 2012, certains croyaient que le Parti Québécois, du haut de ses promesses, allait mettre fin à la répression et aux limites imposées au droit de manifester. Les espoirs mis dans ce parti furent vite désenchantés. Le PQ a mis en place son fameux Sommet sur l'Enseignement Supérieur afin de trouver un « consensus » qui plairait à tout le monde pour mettre fin à la crise sociale. Il fut cependant vite clair que le fameux Sommet n'était qu'un exercice de relations publiques légitimant les décisions péquistes prises à l'avance. D'ailleurs, non seulement le Sommet n'a pas répondu aux demandes de changement majeur dans les universités, mais les droits fondamentaux ne furent pas garantis. Plusieurs manifestations ont eu lieu depuis le Sommet des 25 et 26 février 2013. Le 26 février, la manifestation, qui cherchait à donner une fin de non-recevoir face au Sommet, fut réprimée dans la violence suite aux attaques dangereuses de boules de neige dont les policiers étaient victimes. Depuis lors, les manifestations sont fortement réprimées dès les premières minutes, à l'aide de souricières et d'arrestations préventives. Ces arrestations de masses sont justifiées par le règlement municipal P-6 qui permet de déclarer une assemblée, ou manifestation, illégale. Le SPVM abuse régulièrement de ce règlement afin d'empêcher le déroulement des manifestations et même le Parti Québécois soutient qu'il s'agit d'un règlement qu'il faut suivre.

Enfin, face à un gouvernement qui continue les répressions et les secrets de leur budget, le peuple québécois et une jeune génération a connu un éveil politique. Les conséquences sont tout autant positives que négatives et marquent l'histoire. Le peuple a osé refuser les ordres et croire en lui-même pour revendiquer une éducation pour tous, évidemment bénéfique à la société. Il faut maintenant opposer aux matraques gouvernementales une résistance collective.

*Érica Deschâtelets et Gabriel Laurin*

# L'ITINÉRANCE AU FÉMININ...

## ÇA VEUT DIRE QUOI?

Depuis des années, la pauvreté en général ne cesse d'augmenter. On peut en observer les effets partout autour de nous. Il est de plus en plus difficile de se loger, de manger, d'avoir accès à des services et des soins de santé physique et mentale. Bref, remplir ses besoins de base n'est plus une réalité que nous pouvons tenir pour acquise et pour plusieurs d'entre nous, c'est même une lutte de tous les instants! L'itinérance est une problématique qui touche de plus en plus de gens et personne n'est à l'abri. Aujourd'hui, je veux vous parler d'un problème que j'ai vécu, et qui touche de plus en plus de femmes fragilisées par l'augmentation de la pauvreté, je veux vous parler de ces femmes qui comme moi, vivent ou ont vécu cette dure réalité qu'est l'itinérance au féminin...

### Les causes

Premièrement, parlons des causes de cette itinérance... Elles sont très complexes, mais pour en nommer quelques-unes, nous pouvons citer celles-ci : la fragilisation de la situation des femmes, l'augmentation du coût des biens de base, le coût des loyers, la disparition des logements accessibles, les emplois précaires, le chômage, etc... Ajoutons aussi la violence conjugale, la maladie mentale ou autre et l'affaiblissement du filet social et des services de soutien.

Petit témoignage... mon histoire

Comme je l'ai mentionné plus tôt, si cette problématique me tient tant à coeur, c'est aussi pour l'avoir vécue. Victime des soubresauts de ma santé mentale précaire (je suis atteinte d'un trouble bipolaire) et des suites d'un suivi inadéquat de la part de nos services en santé mentale, je me suis retrouvée, suite à un délire de persécution (caractéristique de ce trouble) en fuite et seule dans ma voiture avec mes sacs, en plein hiver... Suite à cela j'ai connu la rue, la peur et je me suis retrouvée dans une situation de violence en me cherchant un toit. Je ne faisais pas confiance aux ressources d'hébergements accueillant les hommes et les femmes

ensemble, alors j'ai plutôt cherché refuge chez un homme que je venais de rencontrer, lui-même victime de troubles de santé mentale. Comme résultat, j'ai dû une nuit prendre la fuite avec mes sacs une fois de plus, pour enfin avoir la chance de me trouver une place en maison d'hébergement pour femmes victimes de violence. Malheureusement ou heureusement, la dégradation de mon état mental, vers la fin de mon séjour en maison de femmes, a nécessité une hospitalisation de deux mois, où on a réussi à stabiliser mon état. À ma sortie de l'hôpital, j'ai pu compter sur le soutien de ma famille qui m'a aidé à m'en sortir, à me loger, etc... Nos liens se sont rétablis, après toute l'inquiétude que ma disparition avait causée. Mais toutes n'ont pas ma chance!!



### La situation des ressources

Rien n'est moins évident que d'obtenir une place en maison d'hébergement pour femme et je me considère privilégiée d'avoir pu bénéficier de ce service essentiel! Malheureusement, les ressources sont aux prises avec des besoins grandissants et sont confrontées au manque de financement, contraintes d'offrir de l'aide avec des moyens réduits. Pour cette raison, il y a énormément de demandes qui sont refusées par manque de places disponibles. Pour les femmes auxquelles on refuse une place, ça veut dire rester dehors, souvent à la rue, exposées à tous les dangers (viols, violence, faim, froid, etc...) Pour certaines autres, comme moi cela les poussent à prendre des risques pour avoir un toit (violence conjugale, abus de toutes sortes,

prostitution, etc...). Bref, une femme itinérante est extrêmement vulnérable, probablement encore bien plus qu'un homme qui vit la même problématique !!

### Les solutions au problème

Heureusement, il existe des solutions au problème, la plus grande difficulté restant de convaincre notre gouvernement de nous appuyer et nous fournir les outils nécessaires pour les appliquer... Pour en citer quelques-unes, d'après le Réseau D'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) :

-Augmenter de façon significative l'offre de logements sociaux avec soutien communautaire;

-Fournir davantage de places en hébergement court et moyen terme pour les femmes itinérantes ou à risque de le devenir;

-Offrir davantage de services en réinsertion sociale pour les femmes vulnérables;

-Accroître le nombre de places d'hébergement d'urgence.

### Et nous, qu'est-ce qu'on peut faire?

Notre rôle à nous, c'est d'en parler, de briser l'indifférence et l'ignorance qui entoure le problème, de sensibiliser les gens, etc... C'est à nous de sortir sur la place publique, de nous faire voir et de nous battre pour nos droits, de nous battre pour ces femmes qui font face chaque jour à l'intolérable, à l'écart d'une société qui semble les avoir oubliées, de nous battre pour faire reconnaître le besoin de tisser un filet social plus serré autour de nous, d'améliorer l'accessibilité aux services et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sous toutes ses formes...en tant que citoyens responsables!! Si chacun fait sa part, nous serons en mesure d'espérer un changement dans la façon de penser des gens en général, ce qui contribuera grandement à pouvoir offrir une société plus juste et équitable en cadeau aux générations futures... Merci d'avance!

*Sophie Lafleur*

# L'IDENTITÉ SOUS LA PEAU

On entend souvent que nous sommes de plus en plus surveillés et filmés. Pour notre propre sécurité nous dit-on : contre le terrorisme, le vol d'identité, les cambriolages, bla bla bla, peu importe! La surveillance s'apprête à franchir un pas de plus. En effet, un peu plus de 20 000 élèves de la ville de Vitoria da Conquista dans le nord-est du Brésil, région très pauvre du pays, font présentement l'objet d'une expérience de contrôle social nouveau genre, tout comme certaines écoles au Texas.

En effet, leur uniforme scolaire est désormais muni d'une puce émettrice. Ainsi, les parents reçoivent un texto à la seconde où leur enfant est en retard en classe et chaque entrée et sortie de l'étudiantE est enregistrée. L'idée ne manque pas de faire jaser dans le pays et on s'y intéresse un peu partout dans le monde.

On parle déjà d'aller plus loin : pourquoi ne pas insérer cette puce sous la peau? C'est une pratique déjà en place dans certains clubs privés de la grande bourgeoisie qui l'utilisent comme mode d'identification et de paiement. En Indonésie en 2008, le gouvernement a même étudié la possibilité de l'implantation obligatoire d'une puce sous-cutanée chez les personnes séropositives pour pouvoir les localiser en tout temps. Les réseaux hospitaliers de certains États américains croient aussi que



ces puces sous la peau faciliteraient l'accès aux dossiers médicaux des individus qui arriveraient en situation d'urgence.

Cela n'est pas de la science-fiction : au niveau technologique, il serait déjà envisageable de greffer ces puces à tous les enfants en bas âge. Des lecteurs de puce pourraient ensuite être disséminés dans les écoles bien sûr, mais aussi partout dans les espaces publics, lieux de travail et pourquoi pas à domicile tant qu'on y est. Nos moindres faits et gestes seraient consignés dans une base de données, notre emplacement connu en temps réel des autorités.

Derrière les bonnes intentions, il n'est toutefois pas difficile d'imaginer son

utilité en terme de contrôle de population et de répression, à la sauce orwellienne du roman « 1984 ». Qui oserait encore manifester sachant que sa présence est connue en temps réel des autorités? Les possibilités sont infinies et il est plus que certain que l'appareil étatique répressif s'en servirait au meilleur de sa capacité. Dans ce contexte, cette technologie faciliterait sans doute l'émergence de gouvernements encore plus autoritaires et dictatoriaux que ceux en place actuellement, ici comme ailleurs.

Le dernier rempart contre cette attaque à nos libertés fondamentales reste notre morale collective qui n'est sans doute pas encore tout à fait prête à accepter de se voir fichée systématiquement. C'est ainsi que des comités de parents et étudiantEs se sont formés pour s'opposer à ces nouvelles cartes émettrices que doivent maintenant porter les adolescentEs des écoles de San Antonio au Texas.

L'obsession sécuritaire et la peur que l'on nous inculque tentent de faire sauter les derniers verrous de notre morale collective afin de nous faire accepter cette idée de s'autoficher en temps réel, d'abandonner toute prétention à la liberté... d'ailleurs, médias sociaux et technologies cellulaires ont déjà bien pavé la route au nouveau fascisme technocratique à venir...

*Éloï Bureau*

## LES ROUGES!

Je vais parler de la violence, celle qui se manifeste lorsque les forces en présence sont disproportionnées : celle qui est équipée paraissant modérée, réfléchie, ordonnée, presque propre. Un bon coup de balai ! Celle aux mains nues, de son côté, se montrant aveugle, anarchique, presque sale : un bon coup dans les parties quoi !

Notre monde en est rendu là. Plutôt, en est revenu là. Car il fut un temps où les monarques pesaient de tout leur poids héréditaire sur le peuple armé de fourches jusqu'au jour où ils furent publiquement

décapités. Après que les ruelles furent lavées du sang de la haine, des gens plus raisonnables ont instauré la démocratie et substitué le dialogue à la violence. Cela dura un temps, jusqu'à ce que ces mêmes démocrates, bien-pensants, perdent de plus en plus l'ouïe devant les revendications de la majorité démunie.

Petit à petit, les coups ont succédé aux mots. Et on s'étonne ! D'où sortent ces petits monstres mal élevés ? De la rue ! Et ils cassent des vitrines, parties sensibles du capitalisme ! Messieurs, Mesdames,

n'ayez crainte pour votre respectabilité. Ce ne sont pas ces voyous qui vous saliront de leurs mains crasseuses. Ils ne feront que "faire rougir" vos tours d'ivoire de honte et marcheront vers les cordons de policiers, aussi serrés que ceux de votre bourse, en chantant afin que les millions de pauvre de la planète, eux, entendent ce qu'ils ont à dire et deviennent cette autre force "tranquille" qui fera paraître la vôtre insignifiante.

*Robert Marois*

# LE FASCISME À LA SAUCE GRECQUE

Si les régimes fascistes font présentement partie de nos livres d'histoire, ils ne sont pourtant pas disparus de la surface de la Terre.

Différents mouvements d'extrême-droite de plus en plus répandus en Europe le démontrent bien dans les dernières années. D'ailleurs, le cas Grec nous montre, de manière flagrante, à quoi ressemblent actuellement le néonazisme et le fascisme. Depuis le début de la crise financière internationale et ses conséquences sur l'économie grecque, les mesures d'austérité négociées entre le gouvernement grec, l'Union Européenne et le Fond Monétaire International (FMI) n'ont cessé d'appauvrir la population de la Grèce. Entre autres : coupures des salaires et renvois massifs pour les fonctionnaires, baisse du salaire minimum, augmentation de l'âge de la retraite et réduction des rentes publiques, augmentations des taxes et impôts, privatisation massive et tarification des services publics, coupure dans les prestations d'assurance-emploi et l'équivalent de l'aide sociale. Les révoltes populaires face à ces mesures qui appauvrissent la population et qui ne fonctionnent manifestement pas, la Grèce étant dans une situation économique plus précaire aujourd'hui qu'au début de la crise, font rage depuis maintenant plus de trois ans. Ces révoltes, menées spontanément par différents groupes idéologiques, attaquent le pouvoir qui les a menés vers la misère, mais doivent faire face à une répression importante.

Depuis 2010, la Grèce est un des lieux qui démontre bien que la lutte des classes est toujours un terme d'actualité. En effet, comme nous le voyons au Québec à plus petite échelle, la crise économique sert d'excuse à la classe possédante et dirigeante afin d'imposer des mesures d'austérité extrêmement sévères aux classes les plus pauvres. En Grèce, nous assistons actuellement à un « test », c'est-à-dire jusqu'à quel point les gouvernements seront en mesure d'enrichir les riches et d'appauvrir la population, sans que celle-ci ne se révolte trop brusquement. Dans cet exercice dégoûtant de restructuration économique, un courant de pensée en ressort actuellement avec des « gains », celui du fascisme. Depuis bientôt un an, un parti

politique ouvertement fasciste et raciste, le Golden Dawn, a fait son apparition au parlement grec, en faisant élire 18 députés aux dernières élections.



Des membres du Golden Dawn faisant le "salut" nazi

Pour le Golden Dawn, ce serait principalement les personnes immigrantes qui causent la pauvreté en Grèce, pas les mesures d'austérité. Non seulement prônent-ils un discours de haine au sein du parlement, mais leurs membres attaquent aussi des commerces et des quartiers résidentiels habités par des populations ciblées (personnes immigrantes, anarchistes, pauvres, etc). En réaction à ces attaques, des cortèges, principalement anarchistes, se sont alors organisés afin de défendre ces citoyens contre les membres du parti d'extrême-droite. Le mouvement de masse contre les mesures d'austérité ne s'étant pas essoufflé, les fascistes se sont aussi organisés afin de réprimer brutalement les contestataires. C'est ainsi que l'on a découvert la complicité fraternelle qu'entretiennent les membres du Golden Dawn avec les corps policiers. Il y a plusieurs cas où des personnes contestataires se faisaient battre par des membres du parti juste à côté de la police sans que cette dernière ne réagisse du tout. D'ailleurs, la police grecque a récemment enlevé quatre militants anarchistes et les a atrocement torturés. Elle a montré des photos modifiées par ordinateur afin de donner l'illusion que les militants ne furent pas torturés et que ces accusations de collaboration avec les fascistes étaient infondées. La lutte de la classe ouvrière et des classes les plus pauvres de la société grecque est en soi une résistance à l'impérialisme économique qui frappe actuellement la Grèce en y niant toute forme de démocratie possible, aussi bourgeoise soit-elle. Dans ce combat pour la survie, les mouvements d'extrême-droite les plus dangereux réussissent par contre à se dresser un chemin dans l'apport de solutions, tout

aussi fausses qu'inhumaines, afin de sortir le pays de la crise économique. Chacune de ces solutions portera sur des populations ciblées en les accusant d'être « le problème » : les pauvres, les immigrants, les chômeurs, les homosexuels et bien d'autres « types » de personnes qui ne collent pas avec les visées idéologiques d'un groupe de personnes ou pire, d'un régime politique comme voudrait l'instaurer le Golden Dawn.

Pour plusieurs, le fascisme, c'est Adolph Hitler et les nazis. C'est le passé. Le fascisme n'appartient pas au passé, c'est une idéologie politique et un type de régime politique qui existe encore. À vrai dire, dans les dernières années, on a pu en voir plusieurs caractéristiques revenir à la vitesse grand V dans l'espace public européen, en guise de réplique à la crise économique causée par les élites et la classe possédante.

Si seulement il ne s'agissait que d'un mouvement éphémère qui disparaîtrait après la fin des activités politiques de ses « leaders », la situation serait déjà moins morose. Mais comme le disait Joan Sénéchal dans un texte intitulé *La Dérive* qui traitait de la grève étudiante au Québec et de l'utilisation politique de la police: « Rappelons-nous juste que le potentiel de haine requis pour que la violence fasciste se déchaîne à plein ne disparaît jamais. Endormi comme le volcan, comme le dragon, comme l'anneau maléfique, il attend en chacun de nous que l'on vienne l'agacer, que l'on vienne le flatter. ». Maintenant, il n'en tient qu'à nous de combattre cette idéologie politique et de nous assurer qu'elle ne puisse resurgir, en Grèce, au Québec ou ailleurs dans le monde.

**Gabriel Laurin et David Clément**

Une caricature montrant un policier grec qui porte un masque à gaz avec le logo du Golden Dawn



## Ils sont plus forts...mais nous sommes plus nombreux!

De ce petit macaron,  
Vient l'inspiration,  
D'une envolée poétique,  
Aux enjeux politiques...

Un banc de petits poissons,  
En constante évolution,  
Une révolution,  
En ébullition...

Jour après jour,  
Au nombre s'ajoute toujours,  
De nouveaux militants,  
Leurs rêves devant...

Prêts à sortir,  
Pour résister à un empire,  
Qui les mène vers le pire,  
Et tente de les asservir...

Leurs droits toujours devant,  
La justice recherchant,  
Se mobilisant,  
Sensibilisant,  
Dénonçant,  
Et revendiquant,  
Pour que rien de soit jamais plus  
comme avant...

Petit à petit,  
Changement par changement,  
C'est par ici,  
La voie vers l'accomplissement...

Toujours espérer,  
Chanter pour s'encourager,  
S'épauler pour continuer,  
Car regroupés,  
Rien ne peut nous arrêter...

Notre nombre, loin d'être  
dérisoire...  
Nous mènera de victoire en  
victoire!



*Sophie Lafleur*

## Prochaines activités/actions

Mercredi, 1er mai, 19h00

Réunion de fondation d'un Mouvement  
Action-chômage en Outaouais  
Au local de la TROVEPO,  
115 Sacré-Coeur (secteur Hull), porte C

Si vous désirez recevoir le P'tit  
MOT-DIT! directement à votre porte,  
faites-nous le savoir et nous vous en  
posterons une copie!

Jeudi, 2 mai 2013, 18h00

Assemblée générale de l'ADDS

Lors de cette Assemblée générale des membres qui se  
déroulera au 18 Charlevoix (secteur Hull), il sera  
question des dossiers de l'aide sociale, de  
l'assurance-emploi, de notre plan de lutte à la pauvreté  
et du développement de condos sur l'île de Hull.

\*Souper à partir de 17h30...SVP confirmer votre  
présence quelques jours à l'avance.\*

Si vous souhaitez soutenir financièrement la publication de ce journal  
populaire, n'hésitez pas à nous contacter ou à envoyer vos dons par la poste.



**18 Charlevoix  
Gatineau, Québec  
J8X 1P1**

Téléphone  
**(819)770-3839**

Courriel  
**lutter@addsgatineau.org**